

**GROUPE LDLC**  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Au capital de 1.137.979,08 Euros  
Siège social : 2 Rue des Erables – CS21035 – 69578 Limonest Cedex  
403 554 181 RCS LYON

(la « Société »)

---

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.451-1-2 III DU  
CODE MONETAIRE ET FINANCIER ET DES ARTICLES 222-4 ET SUIVANTS DU REGLEMENT  
GENERAL DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS**

**I. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU  
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

*(Article 222-4, 3° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation  
DOC-2016-05)*

*« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »*

Fait à Limonest, le 30 novembre 2017



Olivier Villémonte de la Clergerie  
**Directeur Général**

## II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2017

(Articles 222-4, 2° et 222-6 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation DOC-2016-05)

### 1) RESULTATS SEMESTRIELS CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2017

La situation comptable semestrielle consolidée au 30 septembre 2017, ainsi que les données comparatives au 30 septembre 2016 et 31 mars 2017 sont établies selon les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS. Toute information complémentaire est donnée dans les annexes comptables.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2017 intègrent les résultats de la société GROUPE LDLC ainsi que les résultats des sociétés HARDWARE.FR, TEXTORM, DLP-CONNECT, ANIKOP, LDLC DISTRIBUTION, L'ECOLE LDLC, LDLC VILLEFRANCHE, CAMPUS 2017, LDLC BORDEAUX, LDLC VILLEURBANNE, LDLC3, LDLC4, LDLC5, LDLC6, DOMISYS, DOMIMO 2, DOMIMO 3 et LDLC EVENT par intégration globale.

Au 30 septembre 2017, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 215,5 M€, contre 221,1 M€, au premier semestre de l'exercice précédent, soit une baisse de 2,5 %.

Le résultat opérationnel consolidé est bénéficiaire pour s'élever à 4.408 K€, contre un bénéfice de 7.812 K€ au 30 septembre 2016.

Le résultat avant impôts enregistre un bénéfice de 3.747 K€, contre un bénéfice de 7.430 K€ au 30 septembre 2016.

En conséquence, le résultat net consolidé (part du groupe) est bénéficiaire et ressort à 2.464 K€ au 30 septembre 2017, contre un bénéfice consolidé (part du groupe) de 4.541 K€ au 30 septembre 2016.

### 2) ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

Sur le 1er semestre 2017/2018, le Groupe LDLC voit son chiffre d'affaires baisser de 2,5 % à 215,5 M€.

Comme annoncé, l'activité BtoC s'est redressée sur le deuxième trimestre avec des ventes qui sont restées certes impactées par les prix des composants mémoire mais qui affichent en séquentiel une amélioration sensible (repli de 3,2% au deuxième trimestre contre 4,4% au premier trimestre). Sur la période, l'activité BtoC s'inscrit ainsi à 155,0 M€ dont 69,6 M€ au T1 et 85,4 M€ au T2. Les 26 magasins que comptait le Groupe LDLC au 30 septembre 2017 participent pour 24,1 M€ aux ventes BtoC contre 20,2 M€ sur le même semestre de l'exercice dernier, en hausse de 19,3%. LDLC.pro poursuit son déploiement avec un chiffre d'affaires à 54,6 M€ dont 26,4 M€ au deuxième trimestre 2017-2018 contre 25,9 M€ au deuxième trimestre 2016/2017. Les autres activités dont Maginéa contribuent pour 5,9 M€ au chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre 2017-2018 contre 5,7 M€ à la même période de l'an dernier.

#### Résultat opérationnel courant en baisse de 43,6%

Du fait de la baisse de chiffre d'affaires la marge brute est en baisse sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017-2018 et s'établit à 36 M€, soit une baisse de 0,6 M€. En revanche, il est constaté une amélioration du ratio de 0.2 points puisqu'elle représente sur le semestre 16,7% du chiffre d'affaires contre 16,5% l'an dernier.

L'EBITDA<sup>1</sup> s'établit à 6,6 M€, contre 10,1 M€ l'an dernier. Il est en baisse de 34,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'an dernier et il représente 3,1% du chiffre d'affaires.

Alors même que le résultat opérationnel courant enregistrait au 1er semestre de l'an dernier une croissance de 29%, il baisse de 43,6 % sur ce semestre.

Le résultat net part du Groupe ressort à 2,5 M€ en baisse de 45,7%.

---

<sup>1</sup> L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant sur lequel est rajouté les amortissements et provisions d'exploitation

### **Solidité et génération de cash**

Au 30 septembre 2017, GROUPE LDLC dispose de 57,6 M€ de capitaux propres pour un endettement net de trésorerie de 33,6 M€, soit un gearing de 0,58.

La trésorerie au 30 septembre 2017 s'élève à 32,8 M€ contre 10,6 M€ au 31 mars 2017 et les dettes financières s'inscrivent à 66,1 M€ en augmentation de 20,1 M€. Sur la période, le Groupe a généré 22,4 M€ de cash.

À l'horizon 2021, le Groupe LDLC réaffirme son ambition de franchir le cap du milliard d'euros d'activité avec un EBITDA de l'ordre de 5.5 % à 6 % du chiffre d'affaires. À cette date, il devrait compter une centaine de magasins.

### **3) PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES**

Durant les six premiers mois de l'exercice en cours, aucune transaction entre parties liées ayant influencé significativement la situation financière ou les résultats de la société n'est intervenue. Par ailleurs, aucune modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le dernier document de référence de la Société pouvant influencer significativement la situation financière ou les résultats de la société n'est intervenue durant les six premiers mois de l'exercice en cours (cf. Note 2.6 des comptes condensés ci-joint).

### **4) EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE ET LEUR INCIDENCE SUR LES COMPTES SEMESTRIELS**

En application de l'article 222-6 du Règlement Général de l'AMF, il n'existe pas, à notre connaissance, d'évènements importants survenus entre le 1<sup>er</sup> avril 2017 et le 30 septembre 2017 (1<sup>er</sup> semestre de l'exercice en cours) et/ou susceptibles d'avoir une incidence sur les comptes semestriels.

### **5) DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE**

Cet exercice restera impacté par les difficultés rencontrées concernant les prix des puces mémoires. Le Groupe LDLC est désormais mobilisé sur les ventes de fin d'année qui constitue une période importante pour l'activité BtoC et donnera une visibilité au Groupe sur les performances à attendre sur l'ensemble de l'exercice.

**III. COMPTES CONDENSES CONSOLIDES AU TITRE DU SEMESTRE CLOS LE 30  
SEPTEMBRE 2017**

*(Article 222-4, 1° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation  
DOC-2016-05)*

Annexé ci-dessous

**IV. RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

*(Article 222-4, 4° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation  
DOC-2016-05)*

Annexé ci-dessous

**GROUPE LDLC**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 30 septembre 2017)**

**Cap Office**  
12 quai du Commerce  
69009 Lyon

**PricewaterhouseCoopers Services France**  
20 rue Garibaldi  
69451 Lyon Cedex 06

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**  
**(Période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 30 septembre 2017)**

**Groupe LDLC**  
2 rue des Erables  
69760 Limonest

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Groupe LDLC, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Lyon, le 30 novembre 2017

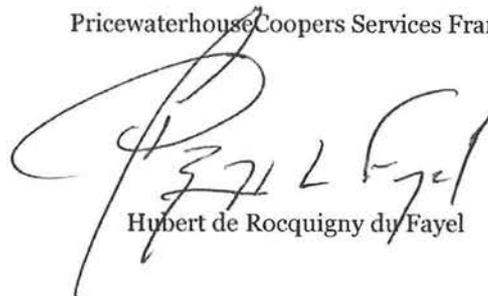
Les commissaires aux comptes

Cap Office



Christophe Reymond

PricewaterhouseCoopers Services France



Hubert de Rocquigny du Fayel

# 1 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 SEPTEMBRE 2017

L'ensemble des données présentées ci-après sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

## 1.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

### Actif

	Note	Au	
		30/09/2017	31/03/2017
Ecarts d'acquisition nets	(3.2)	19 723	19 723
Autres immobilisations incorporelles nettes	(3.3)	9 493	7 950
Immobilisations corporelles nettes	(3.4)	39 435	17 707
Immobilisations financières nettes	(3.5)	4 560	4 397
Impôts différés	(3.9)	708	1 012
<b>Actifs non courants</b>		<b>73 919</b>	<b>50 789</b>
Stocks	(3.6)	76 462	75 430
Clients et comptes rattachés	(3.7)	18 407	17 051
Autres créances	(3.8)	17 627	16 886
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3.10)	32 804	10 613
<b>Actifs courants</b>		<b>145 299</b>	<b>119 980</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>219 218</b>	<b>170 769</b>

### Passif

	Note	Au	
		30/09/2017	31/03/2017
Capital	(1.3)	1 138	1 138
Primes	(1.3)	21 053	21 053
Réserves consolidées	(1.3)	33 302	25 144
Titres auto-détenus	(1.3)	(358)	(600)
Résultat	(1.3)	2 464	8 115
<b>Total des capitaux propres revenant aux actionnaires</b>		<b>57 600</b>	<b>54 851</b>
Intérêts minoritaires	(1.3)	0	28
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>57 600</b>	<b>54 878</b>
Emprunts à + d'un an	(3.14)	58 797	40 361
Impôts différés	(3.9)	2 630	2 946
Provisions retraite	(3.13)	1 658	1 582
<b>Passifs non courants</b>		<b>63 085</b>	<b>44 889</b>
Emprunts et autres financements courants	(3.14)	7 649	6 188
Provisions pour risques et charges	(3.13)	430	522
Fournisseurs et comptes rattachés	(3.16)	72 030	44 808
Autres dettes	(3.17)	18 425	19 484
<b>Passifs courants</b>		<b>98 534</b>	<b>71 002</b>
<b>Total du passif</b>		<b>219 218</b>	<b>170 769</b>

## 1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Note	Au 30 septembre	
		2017 6 mois	2016 6 mois
Chiffre d'affaires	(4.1)	215 491	221 067
Autres produits opérationnels		145	186
Achats consommés		(179 642)	(184 687)
<b>Marge brute</b>		<b>35 994</b>	<b>36 565</b>
Autres achats externes		(12 038)	(10 376)
Impôts et taxes		(501)	(443)
Charges de personnel		(16 285)	(15 298)
Dot.& Rep. aux amortissements et provisions	(4.2)	(2 222)	(2 243)
Autres charges et produits		(540)	(392)
Résultat opérationnel courant		4 408	7 812
Autres charges opérationnelles	(4.3)	(261)	(11)
Autres produits opérationnels		0	2
Résultat opérationnel		4 147	7 803
Coût de l'endettement financier net	(4.4)	(478)	(399)
Autres charges et produits financiers	(4.4)	78	26
Résultat avant impôt sur le résultat		3 747	7 430
Impôt	(4.5)	(1 282)	(2 864)
Résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
Résultat des sociétés intégrées		2 464	4 566
Résultat après IS des activités cédées		0	0
Résultat net de l'exercice	(A)	2 464	4 566
Réévaluation des avantages au personnel nette d'IS		64	(130)
Opérations sur instruments financiers		13	281
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(B)	77	152
Résultat net global	(A+B)	2 541	4 718
Résultat net revenant :			
- aux actionnaires de la Société		2 464	4 541
- aux intérêts minoritaires		0	25
- aux intérêts participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultats par action : Résultat revenant aux actionnaires de la société (en euros par action)			
- résultat net par action		0,40	0,74
- résultat net dilué par action		0,40	0,74

### 1.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres auto détenus	Capitaux propres part du groupe	Intérêts Minoritaires	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2016	1 138	21 053	27 616	(758)	49 048	0	49 048
Résultat net au 30 septembre 2016			4 541		4 541	25	4 567
Gains-pertes enreg. en capitaux propres			152		152		152
Mouvements actions propres			0	156	156		156
Attribution gratuite d'actions			85		85		85
Augmentation de capital et primes	0	0	0		0		0
Dividendes versés **			(3 161)		(3 161)		(3 161)
Réserves part. ne donnant pas le contrôle					0	9	9
Capitaux propres au 30 septembre 2016	1 138	21 053	29 234	(603)	50 821	34	50 856

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres auto détenus	Capitaux propres part du groupe	Intérêts Minoritaires	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2017	1 138	21 053	33 260	(600)	54 851	28	54 878
Résultat net au 30 septembre 2017			2 464		2 464	(28)	2 437
Gains-pertes enreg. en capitaux propres			77		77		77
Mouvements actions propres			(10)	242	232		232
Attribution gratuite d'actions			(52)		(52)		(52)
Augmentation de capital et primes			0		0		0
Dividendes versés **			0		0		0
Affectation des minoritaires			28		28		28
Réserves part. ne donnant pas le contrôle			0		0		0
Capitaux propres au 30 septembre 2017	1 138	21 053	35 767	(358)	57 600	0	57 600

\*\* SOIT UN DIVIDENDE PAR ACTION DE 0,50 € EN 2016.

## 1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Au 30 septembre	
	2017	2016
Résultat net des activités poursuivies	2 464	4 567
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie (a)	2 096	2 034
Charge d'impôts (courants et différés) (b)	1 282	2 864
Plus ou moins values de cessions d'actifs	44	10
<b>Sous-total (capacité d'autofinancement avant impôt)</b>	<b>5 887</b>	<b>9 474</b>
Charge d'impôts et variation des impôts différés	(1 295)	(2 298)
Variation du besoin en fond de roulement (c)	23 036	(3 201)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>27 629</b>	<b>3 975</b>
Produits des cessions d'actifs immobilisés nets d'impôts	0	2
Acquisitions & réductions d'actifs immobilisés	(25 595)	(1 223)
Variation de périmètre	0	0
<b>Flux nets de trésorerie liés aux investissements</b>	<b>(25 595)</b>	<b>(1 235)</b>
Opérations sur actions propres et AGA	180	241
Autres impacts	68	(146)
Opérations sur instruments financiers (d)	13	281
Augmentation part des minoritaires	0	9
Variation des emprunts et dettes financières diverses (e)	20 085	9 214
Variation des financements liés aux créances cédées (f)	0	(3 699)
Augmentation de capital (nominal)	0	0
Prime d'émission + réserves indisponibles + report à nouveau	0	0
Réduction des capitaux propres (dividendes)	0	0
<b>Flux nets de trésorerie liés aux financements</b>	<b>20 346</b>	<b>5 914</b>
<b>(Diminution)/ augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires</b>	<b>22 379</b>	<b>8 653</b>
<b>Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture</b>	<b>10 303</b>	<b>(3 491)</b>
<b>Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture</b>	<b>32 682</b>	<b>5 162</b>

(a) Correspond aux dotations et reprises d'exploitation et financières à hauteur de 2 096 milliers d'euros

(b) Voir note 4.5

(c) Voir note 1.5

(d) Réajustements instruments financiers en cours à la date d'arrêté.

(e) Voir note 3.14

Méthode additive développée en K€

	Au 30/09/2017	Au 30/09/2016
Résultat net	2 464	4 566
Dot.& Rep. aux amortissements et provisions	(2 222)	(2 243)
Autres produits et charges opérationnels	(261)	(9)
Coût de l'endettement financier net	(478)	(399)
Autres produits et charges financières	78	26
Charge d'impôt	(1 282)	(2 864)
<b>EBITDA</b>	<b>6 630</b>	<b>10 056</b>

Méthode additive simplifiée en K€

	Au 30/09/2017	Au 30/09/2016
Résultat Opérationnel Courant	4 408	7 812
Amortissements d'exploitation	(2 222)	(2 243)
<b>EBITDA</b>	<b>6 630</b>	<b>10 056</b>

L'EBITDA n'étant pas un agrégat défini par les normes IFRS, et son mode de calcul pouvant différer selon les sociétés, il est précisé que l'excédent brut d'exploitation avant impôt et dotations aux amortissements d'exploitation correspond à la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements d'exploitation.

## 1.5 TABLEAU DE VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT

	Au	
	30/09/2017	30/09/2016
Stocks	(1 032)	(59)
Clients et comptes rattachés	(1 355)	(1 018)
Autres créances	(741)	(6 293)
Fournisseurs et comptes rattachés	27 222	8 623
Autres dettes	(1 058)	(4 455)
<b>Total</b>	<b>23 036</b>	<b>(3 201)</b>

## 2 SELECTION DE NOTES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

*(Montants exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire)*

GROUPE LDLC est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est 2 Route des Erables CS21035 69578 Limonest Cedex, France. La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 403 554 181 et est cotée à l'Euronext Paris.

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2017 reflètent la situation comptable de GROUPE LDLC et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2017 de GROUPE LDLC ont été arrêtés le 30 novembre 2017 par le directoire.

Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes.

## 2.1 FAITS MARQUANTS

La société GROUPE LDLC a fait l'objet d'une vérification de comptabilité par l'administration fiscale, qui porte sur les exercices 2009-2010 à 2012-2013. Cette vérification a donné lieu à des propositions initiales de rectification puis à des réponses suite aux observations de la société. Les propositions de rectifications portent sur la CFE et la taxe foncière. Les propositions de rectifications sont contestées par la société. La société a dû payer un montant de 1 332 milliers d'euros.

Compte tenu de l'avancée actuelle des discussions avec l'administration fiscale, de la position de la société vis-à-vis des redressements proposés et des arguments en défense dont elle dispose, aucune provision n'a été comptabilisée et les sommes déjà payées à l'administration ont été comptabilisées à l'actif de la société, dans le poste autres créances (voir note 3.8).

Le 31 août 2017, la société GROUPE LDLC (hormis le Groupe Matériel.net) a déménagé son siège social sur Limonest ce qui a donné lieu à l'activation du contrat de location financement à hauteur de 22 millions d'euros.

## 2.2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 2.2.1 REFERENTIEL COMPTABLE

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles que publiées et approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire au 30 septembre 2017.

Les normes Internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*) et les interprétations de l'IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2017 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2017.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/index_fr.htm)

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2016/2017.

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative :

- Amendements à IFRS2 : Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2014-2016 : diverses dispositions
- Interprétation IFRIC22 : Transactions en devises et paiements d'avance
- Interprétation IFRIC23 : Traitements des incertitudes sur l'impôt
- Amendements à IAS 40 : Portant sur des clarifications sur les événements mettant en évidence un changement d'utilisation

Les principales Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne, et d'application non obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2017 et non anticipés par le Groupe :

- **La norme IFRS 9:** Instruments financiers. Publiée en novembre 2016, la norme IFRS 9 établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers. Ces principes viendront remplacer, à compter du 1er janvier 2018, ceux actuellement énoncés par la norme IAS 3, Instruments financiers. L'impact de l'application de la norme IFRS 9 sur les comptes du Groupe est en cours d'évaluation. Compte tenu de l'avancée des travaux, les impacts connus sont peu significatifs et restent en cours d'évaluation.
- **La norme IFRS 15 :** « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». Cette norme remplacera à compter du 1er janvier 2018, la norme IAS 18, « produits des activités ordinaires ». L'impact de l'application de la norme IFRS 15 sur les comptes du Groupe est en cours d'évaluation.
- Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié **la norme IFRS 16** « Contrats de location ». IFRS 16 remplacera IAS 17. Le Groupe va procéder au recensement des contrats de location et de leurs principales dispositions au sein de ses filiales avec pour objectif de conduire au 2eme semestre une analyse des incidences qualitatives et quantitatives de cette future nouvelle norme sur les états financiers consolidés du Groupe. À l'issue de cette analyse, le Groupe pourra arrêter les modalités de transition et évaluer les impacts sur les états financiers du Groupe qui devraient être significatifs en raison du nombre de magasins en location et des entrepôts logistiques.

Les normes et interprétations d'application facultative au 30 septembre 2017 n'ont pas été appliquées par anticipation.

### 2.2.2 REGLES GENERALES DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE

Le bilan est présenté selon le critère de distinction "courant" / "non courant" défini par la norme IAS1 révisée. Ainsi, les provisions constituées au passif, les dettes financières et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an présentée parmi les éléments "non courants", et la part à moins d'un

an présenté parmi les éléments courants. Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction, selon le modèle proposé par l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.) dans sa recommandation 2013-03 du 7 novembre 2013. Le Groupe applique la méthode indirecte de la présentation des flux de trésorerie, selon le format recommandé par l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.) dans sa recommandation 2013-03 du 7 novembre 2013.

### **2.2.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS**

Lors de la préparation et de la présentation des états financiers, la direction du Groupe est amenée à exercer fréquemment son jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains postes des états financiers (tels que les provisions, les impôts différés, les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). La probabilité de réalisation d'évènements futurs est aussi appréciée. Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses initialement retenues si nécessaire. GROUPE LDLC n'a pas constaté sur l'exercice une évolution du niveau des incertitudes liées à ces estimations et hypothèses, à l'exception de la volatilité du taux d'actualisation utilisée pour le calcul des engagements sociaux.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

La valeur de certains actifs, tels que les goodwill et marque, est appréciée à chaque clôture sur la base de perspectives économiques long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite. En ce qui concerne les flux futurs de trésorerie le Groupe a, conformément à IAS 36, précisé dans l'annexe des comptes consolidés les hypothèses utilisées et les résultats obtenus par des calculs de sensibilité aux fluctuations de ces estimations, notamment dans l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

Au regard de la norme IAS 38, le Groupe a considéré que les conditions d'activations des frais informatiques, de recherche et de développement pour certains projets étaient remplies. De ce fait, la société a comptabilisé ces frais en immobilisations incorporelles. Les frais non éligibles figurent en autre charge de l'exercice.

## **2.3 LE PERIMETRE DU GROUPE**

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes retenues s'analysent de la manière suivante :

Filiales	Activité	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
HARDWARE.FR	Conception, réalisation et exploitation de sites internet, contenu éditorial	100 %	07/2000	Intégration globale
TEXTORM	Commerce de gros de tous matériels, logiciels informatiques et tous services rattachés	100 %	04/2001	Intégration globale
DLP-CONNECT	Installation de réseaux câblés, systèmes de contrôle d'accès, vidéo-surveillance, télécommunications	80 %	01/2004	Intégration globale
LDLC DISTRIBUTION	Création et développement d'un réseau de distribution dans le domaine de la vente de tous matériels, tous services, ainsi que la concession de tous droits de franchise ou de licence	100 %	01/2013	Intégration globale
ANIKOP	Conception, réalisation et vente de logiciels et prestation de services informatique, maintenance à titre accessoire sav matériel vendu, formation	80 %	12/2006	Intégration globale
L'ECOLE LDLC	Enseignement supérieur	100 %	11/2014	Intégration globale
LDLC VILLEFRANCHE	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2015	Intégration globale
CAMPUS 2017	Acquisition d'un terrain et construction d'immeuble à usage de bureaux par voie de crédit-bail, location administration desdits immeubles, acquisition et gestion de tous biens meubles	100 %	09/2015	Intégration globale
LDLC BORDEAUX	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2016	Intégration globale
LDLC VILLEURBANNE	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2016	Intégration globale
LDLC3	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2016	Intégration globale
DOMISYS	Commerce de détail de matériel informatique, bureautique, hifi, multimédias et accessoires.	100 %	03/2016	Intégration globale
DOMIMO 2	Acquisition d'un terrain, exploitation et mise en valeur de ce terrain	70 %	03/2016	Intégration globale
DOMIMO 3	Acquisition d'un terrain, exploitation et mise en valeur de ce terrain pour édification d'un immeuble et exploitation par bail	90 %	03/2016	Intégration globale
LDLC EVENT	Organisation d'événements et gestion de projets événementiels, notamment dans le domaine du sport électronique	70 %	05/2016	Intégration globale
LDLC4	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2017	Intégration globale
LDLC5	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2017	Intégration globale
LDLC6	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2017	Intégration globale

Les sociétés Domimo 2 et Domimo 3 sont également détenues par Domisys et sont donc intégrées à 100 %.

Le Groupe LDLC détient des participations minoritaires dans les sociétés NLCL, Immo Fi 1 et Presse Non-Stop ; les comptes de ces entités n'étant pas significatifs, ils ne sont pas consolidés au 30 septembre 2017.

## **2.4 SECTEURS OPERATIONNELS**

Pour ses besoins de gestion interne, et afin de répondre aux exigences d'information demandées par IFRS 8, le Groupe a réalisé une analyse de la répartition sectorielle de ses activités. Suite à ce travail, le Groupe considère qu'il opère sur un seul segment agrégé : la distribution de matériel informatique et des services associés. Par ailleurs, la quasi-intégralité du chiffre d'affaires est réalisée en France et dans les pays francophones limitrophes à la France. Le Groupe considère par conséquent qu'il opère sur un seul et unique secteur géographique distinct. Les principaux décideurs opérationnels du Groupe mesurent sa performance au regard de la marge brute dégagée par ses activités. Pour ces raisons, la direction du Groupe n'estime pas opportun de constituer de secteurs d'activité distincts dans son reporting interne.

L'activité de la société GROUPE LDLC, de distribution de matériel informatique et de services associés s'adresse à des clients particuliers ou professionnels. Aucun client ne représente un chiffre d'affaires supérieur à 5 % des ventes du Groupe.

## **2.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Rachat en cours des actions du Groupe BIMP/Olys par le Groupe LDLC. A ce titre, un protocole d'accord, sous conditions suspensives, en vue d'acquiescer 100 % du capital et des droits de vote de la société Olys et ses filiales a été signé en octobre 2017. Ainsi, et sous réserve de la levée des conditions suspensives, la réalisation définitive de l'acquisition devrait intervenir au plus tard d'ici le 31 janvier 2018.

A la connaissance du Groupe, aucun autre événement susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe n'est intervenu depuis le 30 septembre 2017.

## **2.6 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**

La société GROUPE LDLC a conclu avec la société NLCL un contrat de sous-location de locaux commerciaux pour un montant annuel de 35 milliers d'euros. Le loyer ainsi défini correspond à des conditions normales de marché. Cette sous-location a pris fin le 31 août 2017 suite au déménagement du siège social de la société GROUPE LDLC.

## **2.7 CHARGES RELATIVES AUX REMUNERATIONS ET AVANTAGES ACCORDES AUX DIRIGEANTS**

Les dirigeants sont ceux présents sur l'exercice et listés dans la partie gouvernement d'entreprise du rapport annuel (voir chapitre 16.7 du document de référence du 31 mars 2017).

### 3 NOTES RELATIVES AU BILAN

#### 3.1 CONSOLIDATION

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 30 septembre 2017.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises ou créées au cours de l'exercice à compter de la date d'acquisition ou de création. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

#### 3.2 ECARTS D'ACQUISITION

<b>Valeurs brutes</b>	31/03/2017	Acquisitions	Cessions	Virt Poste	30/09/2017
<b>Groupe Matériel.net</b>	<b>19 723</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 723</b>
<b>Total</b>	<b>19 723</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 723</b>

<b>Amortissements</b>	31/03/2017	Dotations	Reprises	Virt Poste	30/09/2017
<b>Groupe Matériel.net</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

L'écart d'acquisition fait suite à l'acquisition du Groupe Matériel.net qui regroupe les sociétés Domisys, Domimo 2 et Domimo 3 et correspond au Goodwill résiduel définitif.

Au 30 septembre 2017, le Groupe n'a pas réalisé de test de dépréciation car il n'a pas été identifié d'indice de perte de valeur sur le Goodwill (voir chapitre 20.1 – note 3.2 du document de référence du 31 mars 2017).

#### 3.3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

<b>Valeurs brutes</b>	31/03/2017	Acquisitions	Var. périmètre	Virt Poste	Cessions M. Rebut	30/09/2017
<b>Marque Matériel.net</b>	<b>8 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 300</b>
<b>Logiciels et autres immob. incorp.</b>	<b>1 161</b>	<b>437</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 598</b>
<b>Immobil. incorporelles en cours</b>	<b>0</b>	<b>1 649</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 649</b>
<b>Total</b>	<b>9 461</b>	<b>2 086</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 547</b>

Les immobilisations incorporelles concernent essentiellement la marque Matériel.net d'une valeur de 8,3 millions d'euros amortie sur 10 ans. La durée d'amortissement restante de la marque est de 8,5 ans et sa valeur nette comptable au 30 septembre 2017 s'élève à 7,1 millions d'euros.

Les acquisitions des immobilisations incorporelles en cours concernent les projets de développement de logiciels, de site internet et développement informatique à hauteur de 1 313 milliers d'euros et à la recherche et développement pour un montant de 336 milliers d'euros.

<b>Amortissements</b>	31/03/2017	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2017
Marque Matériel.net	830	0	415	0	1 245
Logiciels et autres immob. incorp.	681	0	128	0	809
<b>Total</b>	<b>1 511</b>	<b>0</b>	<b>543</b>	<b>0</b>	<b>2 054</b>

### 3.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

<b>Valeurs brutes</b>	31/03/2017	Acquisitions	Var. périmètre	Virt Poste	Cessions M. Rebut	30/09/2017
Terrains *	1 380	1 995	0	0	0	3 375
Constructions *	14 282	19 840	0	165	0	34 287
Installations et agencements	10 114	359	0	129	398	10 204
Matériel	6 124	41	0	0	0	6 165
Matériel de bureau et mobilier	3 620	676	0	96	192	4 200
Immobil. Corporelles en cours	257	478	0	(391)	0	344
<b>Total</b>	<b>35 777</b>	<b>23 388</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>590</b>	<b>58 575</b>

Les acquisitions sont notamment liées à l'activation du terrain et de la construction du nouveau siège social du Groupe LDLC à hauteur respectivement de 2 millions et 20 millions d'euros (voir note 3.14).

Les acquisitions relatives aux aménagements et mobilier sont liées essentiellement au déménagement du siège social de Groupe LDLC et représentent 679 milliers d'euros.

Le Groupe a constaté des sorties d'immobilisations concernant les agencements et le matériel de bureau présents dans ses anciens locaux pour un montant brut de 543 milliers d'euros.

<b>Amortissements</b>	31/03/2017	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2017
Constructions	5 203	0	600	0	5 803
Installations et agencements	7 240	0	452	398	7 294
Matériel	3 169	0	279	0	3 449
Matériel de bureau et mobilier	2 457	0	284	148	2 594
<b>Total</b>	<b>18 070</b>	<b>0</b>	<b>1 616</b>	<b>545</b>	<b>19 140</b>

### 3.5 PARTICIPATIONS, AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<b>Valeurs brutes</b>	31/03/2017	Var. périmètre	Virt Poste	Acquis.	Cessions M. Rebut	Dépréciation	30/09/2017
Titres PRESSE NON STOP	51						51
Divers titres	2					(2)	1
Titres IMMO FI 1	474						474
Titres NLCL	1 500						1 500
Dépôts et cautionnements	914			150			1 064
Prêts	1 500				29		1 471
<b>Total</b>	<b>4 441</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150</b>	<b>29</b>	<b>(2)</b>	<b>4 560</b>

### 3.6 STOCKS

	Au 30/09/2017			Au 31/03/2017		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Total Stocks marchandises	77 525	1 134	76 391	76 609	1 217	75 392
Stocks aut. approvision.	31	0	31	28	0	28
Travaux en cours	39	0	39	10	0	10
<b>Total Stocks et en-cours</b>	<b>77 596</b>	<b>1 134</b>	<b>76 462</b>	<b>76 647</b>	<b>1 217</b>	<b>75 430</b>

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

### 3.7 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ce poste se décompose comme suit :

	Au 30/09/2017			Au 31/03/2017		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Créances clients	19 081	674	18 407	17 473	422	17 051

L'ensemble des créances clients a une échéance de moins d'un an.

Au 30 septembre 2017, le Groupe a cédé 4,3 millions d'euros de créances commerciales à l'Eurofactor. Cette cession de créance étant faite sans recours à hauteur 3,1 millions d'euros, ces créances ont été déconsolidées du bilan.

### 3.8 AUTRES CREANCES

Ce poste se décompose comme suit :

	Au 30/09/2017			Au 31/03/2017		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Avances et acomptes	966		966	509		509
Fournisseurs avoirs à recevoir	3 969	36	3 934	3 832	46	3 786
Etat (IS, TVA, autres produits à recevoir)	5 208		5 208	5 303		5 303
Produits à recevoir	321		321	317		317
Cpte courant et ret. garantie Eurofactor	318		318	243		243
Débiteurs divers	1 371		1 371	1 276		1 276
Charges const. d'avance liées aux marchandises	2 899		2 899	3 318		3 318
Autres	39		39	40		40
Charges const. d'avance	2 572		2 572	2 093		2 093
<b>Total</b>	<b>17 662</b>	<b>36</b>	<b>17 627</b>	<b>16 932</b>	<b>46</b>	<b>16 886</b>

L'ensemble des autres créances et comptes de régularisation est à moins d'un an.

Les débiteurs divers incluent un montant de 1 332 milliers d'euros correspondant au montant payé par la société GROUPE LDLC dans le cadre d'un contrôle fiscal (voir note 2.1).

Le poste « charges constatées d'avance liées aux marchandises » correspond à des factures de marchandises dont la livraison a été effectuée après la clôture de l'exercice.

### 3.9 IMPOTS DIFFERES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 31/03/2017
<b>Impôts différés actif</b>		
- sur déficits reportés	584	640
- sur diff. Temp. Et retrait. IFRS	125	372
<b>Total</b>	<b>708</b>	<b>1 012</b>
Dont à moins d'un an	96	356
Dont à plus d'un an	612	656

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 31/03/2017
<b>Impôts différés passif</b>		
- sur actif incorporel (marque Matériel.net)	2 109	2 252
- sur diff. Temp. Et retrait. IFRS	521	694
<b>Total</b>	<b>2 630</b>	<b>2 946</b>
Dont à moins d'un an	0	0
Dont à plus d'un an	2 630	2 946

### 3.10 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Valeurs	Au 30/09/2017			Au 31/03/2017		
	Brutes	Prov.	Nettes	Brutes	Prov.	Nettes
Sous total disponibilités	32 804		32 804	10 613		10 613
Sous total valeurs mob. placem.	0		0	0		0
<b>Total</b>	<b>32 804</b>	<b>0</b>	<b>32 804</b>	<b>10 613</b>	<b>0</b>	<b>10 613</b>

Au 30 septembre 2017, la société Groupe LDLC enregistre une forte augmentation de sa trésorerie disponible. Cette augmentation d'environ 22 191 milliers d'euros provient essentiellement d'une renégociation contractuelle pour un fournisseur significatif.

### 3.11 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

#### ✓ Répartition du capital au 30 septembre 2017

Au 30 septembre 2017, le capital de la société GROUPE LDLC est composé de 6 322 106 actions d'un montant nominal de 0,18 €.

Les personnes possédant plus de 5 % des droits de vote ou des actions au 30 septembre 2017 sont les suivants :

Actionnaires	Nombre d'actions	% détention capital	% détention droit de vote
Laurent de la CLERGERIE	1 251 746	19,80%	26,16%
Domicorp	691 811	10,94%	7,66%
Caroline de la CLERGERIE	628 579	9,94%	12,36%
Olivier de la CLERGERIE	615 500	9,74%	12,00%
Suzanne de la CLERGERIE	71 423	1,13%	6,23%

Il est rappelé que les statuts prévoient un droit de vote double lorsque les actions sont détenues depuis plus de 2 ans au nominatif conformément à l'article L225-123 du code du commerce.

	Nombre d'actions	Titres auto détenus	Nombre d'AGA
<b>Total au 31 mars 2016</b>	<b>6 322 106</b>	<b>190 283</b>	<b>161 746</b>
<b>Nouvelles actions</b>			
<b>Rachats d'actions (cessions)</b>		<b>(82)</b>	<b>1 500</b>
<b>Attribution d'actions gratuites</b>		<b>(29 558)</b>	<b>(29 558)</b>
<b>Total au 31 mars 2017</b>	<b>6 322 106</b>	<b>160 643</b>	<b>133 688</b>
<b>Nouvelles actions</b>		<b>239</b>	
<b>Rachats d'actions (cessions)</b>			<b>10 000</b>
<b>Attribution d'actions gratuites</b>		<b>(40 231)</b>	<b>(40 231)</b>
<b>Total au 30 septembre 2017</b>	<b>6 322 106</b>	<b>120 651</b>	<b>103 457</b>

### ✓ Résultat par action

Le résultat net par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice.

Le Groupe n'a pas d'actions ordinaires dilutives en circulation au cours de la période. Le résultat net dilué par action est donc identique au résultat net par action.

Lorsque le résultat par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat.

### 3.12 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Ce poste s'analyse comme suit :

	Au 30/09/2017	au 31/03/2017
<b>Participation à la date de clôture</b>	<b>2 025</b>	<b>1 983</b>

### 3.13 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste s'analyse comme suit :

	Au 30/09/2017					Au 31/03/2017				
	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. repl/ex.	Total	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. repl/ex.	Total
Garanties clients	150	145	(150)	0	145	107	150	(107)	0	150
Ind. Fin carrière	1 582	83	0	(7)	1 658	1 203	395	0	(15)	1 582
Litiges prud'homal	68	11		(45)	34	222	23	(106)	(71)	68
Loyer & charges déménagement	295		(71)	0	223	0	295	0	0	295
Autres provisions	10	26	(7)	0	28	47	10	(13)	(34)	10
<b>Total</b>	<b>2 104</b>	<b>265</b>	<b>(228)</b>	<b>(53)</b>	<b>2 088</b>	<b>1 579</b>	<b>371</b>	<b>(227)</b>	<b>(120)</b>	<b>2 104</b>

La société n'a pas connaissance au 30 septembre 2017 d'événements susceptibles de justifier la constitution de provisions pour risques et charges autres que ceux ayant fait l'objet des provisions suivantes :

### **Garantie clients**

Un montant de 145 milliers d'euros a été provisionné (voir chapitre 20.1 – note 3.13 du document de référence du 31 mars 2017).

### **Indemnités de fin de carrière**

<b>Hypothèses retenues</b>	<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>Au 31 mars 2017</b>
<b>Hypothèses économiques</b>		
Taux de croissance des salaires cadres	3 %	3 %
Taux de croissance des salaires non cadres	2,5%	2,5%
Taux d'actualisation par référence à l'Iboxx Corporates AA	1,55 %	1,39 %
Durée moyenne résiduelle d'activité	10 à 16 ans	10 à 16 ans
<b>Hypothèses démographiques</b>		
Age de départ en retraite	60 à 67 ans	60 à 67 ans
Tables de mortalité	Insee 2015	Insee 2015
Turn-over	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société

- Conventions Collectives applicables :
  - o des entreprises de vente à distance - IDCC 2198
  - o des commerces de détail, de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique et de librairie – IDCC 1539
  - o de l'enseignement privé hors contrat – IDCC 2691
  - o des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment – IDCC 1596
  - o des cadres du bâtiment – IDCC 2420
  - o des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment – IDCC 2609
  - o des journalistes – IDCC 1480
  - o de sociétés de conseils – IDCC 1486

L'augmentation de la provision de 76 milliers se compose de :

- Coût des services rendus et frais

### 3.14 ENDETTEMENT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 31/03/2017
Emprunts	2 587	4 773
Billets financiers	-	-
Dettes sur contrats de location financement	14 221	-
<b>A plus de cinq ans</b>	<b>16 807</b>	<b>4 773</b>
Emprunts	36 048	35 588
Billets financiers	-	-
Dettes sur contrats de location financement	5 942	-
<b>Entre un et cinq ans</b>	<b>41 990</b>	<b>35 588</b>
<b>Total des dettes financières long terme</b>	<b>58 797</b>	<b>40 361</b>
Emprunts	5 998	5 689
Billets financiers	-	-
Intérêts courus/emprunt	12	20
Créances clients cédées Eurofactor	-	-
Dettes sur contrats de location financement	1 343	-
<b>A moins d'un an</b>	<b>7 352</b>	<b>5 708</b>
<b>Total des dettes financières court terme</b>	<b>7 352</b>	<b>5 708</b>
<b>Total des dettes financières</b>	<b>66 149</b>	<b>46 069</b>
Dépôts reçus en garantie	-	-
Banques	122	310
Concours bancaires	-	-
Comptes courants	175	170
Dividendes à payer	-	-
<b>Endettement financier</b>	<b>66 446</b>	<b>46 549</b>

#### Crédits court terme

Les ouvertures de crédit sont rémunérées pour une durée indéterminée sur la base des taux suivants s'élevant, selon les établissements financiers, à :

- Euribor 3 M + 0,80 % à Euribor 3 M + 1 %
- Eonia + 1 %

Les autorisations de découverts accordées à la société GROUPE LDLC s'élèvent à 16 millions d'euros au 30 septembre 2017. A cela s'ajoute, un découvert de 300 milliers de francs suisse.

Le 31 mars 2016 la société GROUPE LDLC a contracté un emprunt de 23 millions d'euros aux fins de financer partiellement l'acquisition de Matériel.net. et des frais y afférents. Cet emprunt est remboursable sur une durée de 7 ans au taux Euribor 3 mois auquel s'ajoute une marge prêt d'acquisition qui sera réajustée annuellement. Le contrat de crédit est assorti de respect de « ratios bancaires » (ratios, limites d'investissements...) dont le non-respect peut entraîner, sous certaines conditions le remboursement anticipé. (voir chapitre 20.1 – note 3.14 du document de référence du 31 mars 2017)

Un waiver concernant ce contrat de crédit a été signé en date du 29 septembre 2017.

L'emprunt figurant au bilan est enregistré au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour un montant de 17,7 millions d'euros, ce qui correspond à l'emprunt souscrit net des frais d'émission. La charge d'intérêt est calculée en appliquant le taux d'intérêt effectif intégrant les frais d'émission.

Cet emprunt est assorti également d'un crédit renouvelable de 15 millions d'euros utilisable par tirage d'un montant minimum de 1 million d'euros destiné à financer partiellement les besoins en fonds de

roulement de la société GROUPE LDLC et de ses filiales. Le crédit renouvelable est rémunéré sur la base du taux Euribor auquel s'ajoute une marge crédit renouvelable de 1,30 %. Au 30 septembre 2017, ce crédit est utilisé à hauteur de 15 millions d'euros.

Suite à la signature en mars 2017 d'un nouveau contrat d'affacturage déconsolidant avec l'Eurofactor, les créances cédées n'apparaissent donc plus au bilan de la société GROUPE LDLC.

Un nouvel emprunt de 1,5 millions d'euro a été souscrit en avril 2017 par la société GROUPE LDLC afin de financer les investissements du nouveau siège social.

### **Dettes sur contrats de location financement**

Les dettes sur contrats de location financement concernent l'activation du nouveau siège social de Groupe LDLC situé sur Limonest, pour lequel l'échéancier prévoit un remboursement de 22 millions d'euros sur 12 ans et se termine donc d'ici le 31 juillet 2029. L'encours global de la dette est de 21,5 millions d'euros au 30 septembre 2017.

Les loyers trimestriels sont fixes sur 12 mois, ils sont revalorisés le 31 juillet de chaque année, et s'élèvent à 1,7 millions d'euros pour la première année.

La valeur nette comptable du bien est de 21,9 millions d'euros au 30 septembre 2017.

A l'expiration du contrat de location financement, le prix de levée d'option d'achat est de 2 millions d'euros.

L'ensemble des engagements liés au contrat de location financement est repris dans le chapitre 20, note 5.2.1 du document de référence du 31 mars 2017.

Au 30 septembre 2017, la dette financière globale sur biens immobiliers concernant les bâtiments à usage d'exploitation s'élève à 27,8 millions d'euros.

### **3.15 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs et passifs courants et non courants sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Au 30 septembre 2017		Ventilation par classification comptable			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti
<b>Actif non courant</b>						
Participations	2 025	2 025		2 025		
Autres actifs financiers non courants	2 685	2 685			2 685	
<b>Actif courant</b>						
Clients et comptes rattachés	18 407	18 407			18 407	
Autres créances courantes	6 797	6 797			6 797	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 804	32 804	32 804			
<b>Passif non courant</b>						
Emprunts et dettes financières non courantes	58 797	58 797				58 797
<b>Passif courant</b>						
Emprunts et dettes financières courantes	7 649	7 649				7 649
Fournisseurs et comptes rattachés	72 030	72 030				72 030
Autres dettes courantes	4 914	4 914				4 914

	Au 31 mars 2017		Ventilation par classification comptable			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti
<b>Actif non courant</b>						
Participations	1 983	1 983		1 983		
Autres actifs financiers non courants	2 414	2 414			2 414	
<b>Actif courant</b>						
Clients et comptes rattachés	17 051	17 051			17 051	
Autres créances courantes	6 168	6 168			6 168	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 613	10 613	10 613			
<b>Passif non courant</b>						
Emprunts et dettes financières non courantes	40 361	40 361				40 361
<b>Passif courant</b>						
Emprunts et dettes financières courantes	6 188	6 188				6 188
Fournisseurs et comptes rattachés	44 808	44 808				44 808
Autres dettes courantes	4 384	4 384				4 384

Les actifs financiers comprennent les participations, les actifs courants représentant les créances d'exploitation (hors créances fiscales et sociales, et charges constatées d'avance).

La juste valeur des créances clients et autres créances courantes (actifs détenus jusqu'à l'échéance) est équivalente à leur valeur comptable compte tenu de leur échéance à court terme.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation (hors dettes fiscales et sociales, et produits constatés d'avance).

### 3.16 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2017 Au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 31/03/2017
Fournisseurs	59 236	36 770
Fournisseurs effets à payer	9 860	4 299
Fournisseurs factures non parvenues	2 933	3 738
<b>Total</b>	<b>72 030</b>	<b>44 808</b>

Les échéances de la totalité des dettes fournisseurs et comptes rattachés sont à moins d'un an.

La hausse du poste fournisseurs est justifiée par une augmentation des délais de règlement fournisseurs, suite notamment à une renégociation contractuelle.

### 3.17 AUTRES DETTES

Ce poste se décompose comme suit :

	Au 30/09/2017	Au 31/03/2017
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 279	1 887
Dettes envers le personnel	4 287	4 966
Dettes envers les organismes sociaux	2 712	2 529
Etat (impôt sur les bénéfices, TVA, autres)	3 981	4 133
Clients autres avoirs	2 273	2 112
Dettes diverses	362	386
Produits constatés d'avance	2 531	3 472
<b>Total</b>	<b>18 425</b>	<b>19 484</b>

Les échéances de la totalité des autres dettes sont à moins d'un an.

Le poste « produits constatés d'avance » correspond essentiellement au retraitement des deux derniers jours de chiffre d'affaires.

## 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017			Du 01/04/2016 au 30/09/2016		
	France métropole	Export	Total	France métropole	Export	Total
Vente m/ses	177 870	26 488	204 358	181 130	27 764	208 894
Prest. vendues*	7 508	3 625	11 133	8 401	3 771	12 172
<b>Total</b>	<b>185 378</b>	<b>30 113</b>	<b>215 491</b>	<b>189 531</b>	<b>31 536</b>	<b>221 067</b>

\* Les prestations vendues correspondent notamment aux frais de port.

### 4.2 DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 30/09/2016
Dot. et rep. aux amortissements des immobilisations	(2 159)	(1 873)
Dot. et rep. aux provisions pour dépréciation des stocks	83	(486)
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. des créances clients	(243)	22
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. de compte courant	0	0
Dot. et rep. aux provisions pour garantie clients	5	0
Dotations et reprises diverses	92	94
<b>Total dotations et reprises aux amort. et aux provisions</b>	<b>(2 222)</b>	<b>(2 243)</b>

### 4.3 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 30/09/2016
Valeur nette comptable des immob. cédées	44	11
Charges opérationnelles diverses	217	0
<b>Total autres charges opérationnelles</b>	<b>261</b>	<b>11</b>
Produits / cessions immobilisations	0	2
Produits opérationnels divers	0	0
<b>Total autres produits opérationnels</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>Total autres charg. et prod. opérationnels</b>	<b>(261)</b>	<b>(9)</b>

Le poste des charges opérationnelles diverses correspond aux frais d'acquisition sur titres du Groupe Olys.

#### 4.4 RESULTAT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 30/09/2016
Intérêts des emprunts	(395)	(378)
Intérêts bancaires	(79)	(21)
Intérêts comptes courants	4	
Commissions de financement	(9)	(0)
<b>Coût de l'endettement financier</b>	<b>(478)</b>	<b>(399)</b>
Charges et produits nets/cessions VMP	0	(1)
Reprise de provisions pour risque	0	0
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>78</b>	<b>27</b>
Autres charges et produits financiers	78	26
<b>Résultat financier</b>	<b>(400)</b>	<b>(373)</b>

#### 4.5 IMPOT

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 30/09/2016
Résultat net part du groupe	2 464	4 566
(Charge) Produit d'impôt	(1 282)	(2 864)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 747</b>	<b>7 430</b>
Taux d'impôt théorique	34,43%	34%
Charge d'impôt théorique	(1 290)	(2 558)
Différences permanentes (a)	255	119
Classification de la CVAE en impôts	(286)	(266)
Crédits d'impôts	25	57
Impact changement de taux (b)	0	(174)
Autres impacts	10	51
Impôt sur dividendes	0	(92)
<b>Charge d'impôt réelle</b>	<b>(1 286)</b>	<b>(2 864)</b>

(a) Dont Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi non imposable à hauteur de 579 milliers d'euros en base.

(b) Correspond à l'effet du changement de taux d'impôt suite à la loi de Sécurité Financière 2017 (France) des impôts différés suite à la suppression de la contribution exceptionnelle de 10,7%.

Par cohérence avec le traitement de taxes analogues au regard de la norme IAS 12, la CVAE est comptabilisée en « impôt sur le résultat ».

Le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 33,33 % augmenté de la contribution sociale de 3,3 %, soit 34,43 %. La loi de finance 2017 engendre une baisse progressive du taux normal de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % pour parvenir à 28 % en 2020 sur tous les bénéfices de toutes les entreprises.

La charge d'impôt nette du Groupe tient compte de cette baisse, par l'application d'une taxation de 28% augmentée de la contribution de 3,3 % pour les principaux éléments dont l'imposition est à échéance 2020 et au-delà.

## 5 AUTRES NOTES ANNEXES

### 5.1 REMUNERATIONS

	Du 01/04/2017 au 30/09/2017	Du 01/04/2016 au 30/09/2016
<b>AVANTAGES A COURT TERME</b>		
Rémunérations fixes	286	291
Rémunérations variables	291	412
<b>AUTRES AVANTAGES</b>		
Rémunérations payées en actions (attribution d'actions gratuites)	200	309
<b>Total rémunérations et avantages accordés aux dirigeants</b>	<b>776</b>	<b>1 012</b>

La totalité des sommes correspond à des avantages à court terme (rémunération fixe + variable) à l'exception d'attribution d'actions gratuites à hauteur de 200 milliers d'euros au 30 septembre 2017. (309 milliers d'euros au 30 septembre 2016)